

LE BILAN S'ALOURDIT

13 nouveaux cas de grippe porcine confirmés

L'Algérie a enregistré 13 nouveaux cas de grippe porcine, confirmés hier par le laboratoire de référence de l'Institut Pasteur. Ce qui porte le nombre des personnes contaminées à 121. Ainsi, la circulation locale du virus AH1N1 se confirme.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le bilan de la pandémie de grippe porcine ne cesse de s'alourdir.

En effet, le laboratoire de référence de la grippe AH1N1 de l'Institut Pasteur d'Algérie a confirmé, hier, treize nouveaux cas. C'est ce qu'a

annoncé M. Chaco Abdesallam, secrétaire général du ministère de la Santé, lors d'une conférence de presse animée au siège du ministère. Mais ce, sans donner plus de détails sur les personnes contaminées.

Cependant, selon ce

dernier, «la répartition des cas par semaine montre que le nombre relativement important de cas diagnostiqués dans la dernière semaine d'octobre est le précurseur d'une phase de circulation locale du virus AH1N1».

Ainsi donc, en dépit des mécanismes de lutte mis en place pour freiner la propagation du virus, l'Algérie n'a pas réussi à y échapper, en totalisant, jusqu'à hier, 121 cas.

Soulignons que le virus se caractérise jusqu'à présent, en Algérie,

par un tableau clinique bénin et l'absence de décès et une population touchée dont la moyenne d'âge est de 23 ans, les extrêmes concernant des nourrissons de près de 5 mois et des personnes âgées avoisinant 60 ans. Les cas proviennent

majoritairement d'Espagne, des Etats-Unis, de France et d'Arabie saoudite.

Le virus se caractérise également pas l'apparition de cas autochtones de plus en plus nombreux.

S. A.

VACCINATION CONTRE LA GRIPPE SAISONNIÈRE

La campagne débutera le 15 novembre

L'Algérie a enfin reçu son lot de vaccins contre la grippe saisonnière. Selon le secrétaire général du ministère, la campagne de vaccination débutera le 15 novembre prochain et durera trois jours. Une durée qui peut être portée à 5, voire à 6 jours au niveau de la wilaya, si nécessaire. Le vaccin sera disponible dans tous les établissements hospitaliers publics et les CHU. «Dans certaines wilayas, des mesures spécifiques seront prises pour prendre en charge les populations rurales éparses», a précisé le SG. 1,6 million de doses seront disponibles et cibleront les populations à risque.

Ce quota de vaccins sera-t-il suffisant ? Oui, affirme M. Chaco, qui précise que l'Algérie a acquis un nombre de doses supérieur à celui

de l'année dernière, où près de 800 000 doses périmées, faute d'acquéreurs, ont dû être détruites. Pour éviter le même scénario, le ministère a donc opté pour la prudence, en commandant cette quantité. L'Institut Pasteur, affirme l'intervenant, possède des moyens financiers suffisants pour acquérir d'autres quotas. Cependant, la production cette année est inférieure aux années précédentes, a-t-il souligné, ajoutant que si l'Algérie réussit à disposer d'un quota supérieur, celui-ci sera destiné aux officines. «Il n'y aura de vaccin dans les officines que lorsque toute la population ciblée aura été couverte. Et tout vaccin acquis en plus des 1,6 million de doses ira aux officines», a précisé le SG du ministère. Par ailleurs, pour la première fois, notre

pays a acquis un lot de 150 000 vaccins pédiatriques contre la grippe saisonnière .

Le vaccin disponible début décembre

900 000 doses de vaccin contre la grippe porcine seront disponibles à partir du début du mois prochain, a affirmé le SG du ministère.

Le vaccin ne sera pas obligatoire et ciblera en premier lieu la population vulnérable et à risque. Le vaccin, l'«Arepanix», a été commandé auprès des laboratoires britanniques GSK.

«Dès que le vaccin sera homologué dans le pays de fabrication et mis sur le marché, notre commande sera libérée», a précisé le conférencier.

S. A.

L'UNPSP ANNONCE UN SIT-IN ET UNE GRÈVE CYCLIQUE À PARTIR DU 25 NOVEMBRE

Le département de Saïd Barkat tente de se racheter

Apparemment, les différents départements du gouvernement Ouyahia ne réagissent plus qu'en temps de grève. C'est une coutume qui, semble-t-il, est devenue propre aux ministères algériens. Souvent, ces derniers n'ouvrent la porte des négociations qu'après avoir constaté que les choses ont dégénéré.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Le département de Saïd Barkat vient de confirmer la règle. Selon un communiqué rendu public hier, l'Union nationale des personnels de la santé publique (Unpsp), affiliée au Snapap,

vient de déposer un préavis de sit-in devant le ministère de la Santé le 25 novembre prochain, suivi d'une grève cyclique à raison de 3 jours par semaine, jusqu'à satisfaction des revendications.

Voulant à tout prix éviter que la situation vécue actuellement dans le secteur de l'éducation ne se produise chez eux, les services du ministère de la Santé ont aussitôt tenté de se racheter. Selon les précisions du président de l'Unpsp, Salah Lassami, le ministère de tutelle les a invités à assister à une réunion de travail entrant dans le cadre des rencontres périodiques. Ce qui, a-t-il souligné, a «étonné les membres du bureau de l'Union, après une longue absence de

dialogue entre les deux parties». La lecture faite par ce syndicat fait état d'une tentative de conciliation du département de Saïd Barkat, après le dépôt de préavis de sit-in et de grève.

La mobilisation de l'Unpsp est motivée, entre autres, par la non-promulgation des statuts particuliers des différents corps de la santé et l'absence de dialogue et de concertation à tous les niveaux, ainsi que les entraves à l'exercice du droit syndical et le comportement inapproprié de certains gestionnaires du secteur de la santé, qui se sont opposés à la réintégration de cadres syndicaux malgré les décisions de justice rendues en leur faveur.

M. M.

La population ciblée

Il s'agit d'enfants âgés entre 6 mois et 2 ans hospitalisés ou suivis en consultation spécialisée ou présentant un certificat médical attestant une maladie chronique. Notamment une pathologie respiratoire, cardiaque, rénale, métabolique, immunologique et neuromusculaire. Et ce outre les adultes hospitalisés ou suivis en consultation spécialisée ou présentant un certificat médical attestant l'une des maladies citées ci-dessus.

S. A.

CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE NATIONALE DE L'ARTISANAT

À SIDI-BEL-ABBÈS

Les artisans évoquent leurs problèmes

A l'occasion de la Journée nationale de l'artisanat, Sidi-Bel-Abbès a tenu à marquer l'événement en abritant le Salon de l'artisanat du 9 novembre au 12 du même mois au niveau du complexe de la jeunesse et des sports et auquel quelque 200 artisans venus des différentes wilayas du pays ont participé. Cette importante manifestation a été organisée par la Chambre de l'industrie et de l'artisanat de Tlemcen en collaboration avec la Direction de wilaya des PMI et PME de Sidi-Bel-Abbès.

Une occasion pour les artisans de la wilaya de Sidi-Bel-Abbès de soumettre leurs problèmes auxquels ils butent dans le développement de leur activité. Ces derniers ont soulevé le problème d'une prise en charge de l'Etat en matière d'attribution de locaux jugée insuffisante, de soutien financier, de la matière première difficile à acquérir, de la réduction du prix du loyer des locaux. Lors de la première journée du Salon, une cérémonie a été organisée pour honorer les anciens artisans qui ont reçu des prix. Il convient de rappeler que la wilaya de Sidi-Bel-Abbès compte quelque 7 000 artisans, 5 700 petites et moyennes entreprises actives ont permis la création de 1700 emplois pour les jeunes chômeurs.

A.M.

Les précisions du Syndicat national des professeurs et docents en sciences médicales

Nous avons été interpellés par les propos du Dr Yousfi Mohamed rapportés dans votre édition du 04 novembre 2009. Monsieur Yousfi sans aucune retenue ni respect pour les maîtres qui l'ont enseigné et formé se dit «étonné qu'un spécialiste de santé publique ne soit pas mis au même niveau qu'un hospitalo-universitaire pourtant ils ont les mêmes diplômes». Je voudrais pour que l'opinion publique ne soit pas trompée apporter les précisions suivantes :

Je commencerai par affirmer haut et fort que nos collègues spécialistes sont un maillon important du système de santé

dans notre pays et qu'ils doivent pour cela avoir un statut digne de leur rang et un salaire à la hauteur des tâches qui leur incombent. Mais, autant nous comprenons et sommes solidaires avec eux pour ce combat, autant nous rejetons la fixation que fait leur président sur les hospitalo-universitaires. Monsieur Yousfi qui est président du syndicat des spécialistes de santé publique depuis sa création il y a de cela quelques décennies fait en effet une fixation quasi obsessionnelle qui relève plus de la psychanalyse que du combat syndical ou de la direction générale de la fonction publique de M. Kharchi. En effet, qui pourrait croi-

re un instant qu'un professeur de médecine qui forme des générations de médecins doit être classé au même rang que celui qu'il forme ?

A titre d'information je retrace le chemin que l'on doit faire pour accéder au rang de professeur en sciences médicales :

- Après obtention du diplôme de spécialité stade où s'est arrêté M.Yousfi, on passe un premier concours national pour devenir Maître assistant en sciences médicales.

- Un certain nombre d'années après on soutient une thèse pour obtenir le diplôme de DESM et devenir maître de conférence B.

- Quelques années après on repasse un autre concours national pour devenir cette fois-ci maître de conférence A ou docent en sciences médicales.

- Plusieurs années après, encore un autre concours national pour cette fois accéder au grade de professeur en sciences médicales.

- Enfin un dernier concours national pour devenir chef de service hospitalo-universitaire.

On signalera que tous ces concours sont nationaux et ouverts par arrêté interministériel. Ce cursus prend au minimum une vingtaine d'années pendant lesquelles des projets de recherche

et de nombreux travaux scientifiques sont exigés des candidats.

Tel est le chemin que l'on doit suivre M. Yousfi pour devenir un professeur hospitalo-universitaire et mériter le rang qu'on occupe dans l'échelle de la fonction publique. En ces temps où l'adage l'union fait la force est plus que d'actualité, nous espérons plus de clairvoyance et de sagesse de la part de tout un chacun pour ne pas se tromper de combat et rester respectueux des maîtres qui nous ont un jour ou l'autre enseignés et formés.

Le secrétaire général du SNDPSM  
Pr N. Djidjeli